
Les années de plomb : une histoire dépassée ?

Anatomie du terrorisme italien

Luigi Bonanate

Le terrorisme a définitivement abandonné l'Italie en 1993, quand la mafia (d'après ce que l'on a jusqu'à maintenant ici établi) se proposa, avec l'attentat du 27 mai rue des Georgofili à Florence (une académie du dix-huitième siècle, insérée au coeur du système de l'époque Renaissance des Offices), de copier la stratégie des "vrais" terroristes, qui, pendant une vingtaine d'années avaient tenu en échec la société politique italienne. Mais lorsque une stratégie aussi exceptionnelle que la stratégie terroriste est utilisée par des organisations qui n'ont ni cette même nature idéologique, ni les mêmes buts, celle-ci perd sa spécificité: si elle tend à devenir une praxis à laquelle quiconque peut recourir, cela signifie que la force expressive de la logique terroriste s'est perdue. En effet, le terrorisme pur et dur est une figure politique précise, qui n'abandonne rien au hasard ni ne se contente d'apparitions sporadiques, mais se nourrit au contraire d'un véritable programme d'action, qu'elle cherche à poursuivre avec lucidité et à mener à son terme: c'est pourquoi son apparition ne peut jamais être fortuite, et il faut en comprendre les causes plutôt que de se borner à en condamner la brutalité.

Cette approche est en tous cas nécessaire dans le cas du terrorisme italien (rouge ou noir, comme nous le verrons), qui le distingue aussi bien des actions plus improvisées, plus désordonnées des terroristes allemands de l'époque (1967-1977) de la bande à Baader - Meinhof, que de celles des mouvements séparatistes récurrentes, mais plus finalisées (qu'il s'agisse des actions nord-irlandaises, corses ou basques, etc...). Qu'en Italie le terrorisme — au moins entre 1968 et 1982 — ait surdéterminé la vie politique dans son ensemble est l'aspect central de son aventure, dont la compréhension est décisive pour expliquer comment (stratégie de lutte riche de potentialités extraordinaires, du fait de son faible coût et de sa haute rentabilité), il a pu tenir en échec une société aussi largement démocratique (selon les critères que l'on attribue communément à cette classification) que l'était la société italienne de l'époque et comme elle

Hiver 1996-1997

l'est, en substance, demeurée). En d'autres termes, la leçon qu'il faut se garder d'oublier, est que — même lorsqu'il a échoué — le péril terroriste n'est jamais définitivement écarté, et peut renaître avec la réapparition de circonstances déterminées (que je tâcherai d'indiquer). Et ce n'est pas la simple lutte policière qui sera jamais en mesure de l'éradiquer; seule une société plus mûre et plus démocratique pourra y parvenir. Il n'est pas impossible, en revanche, qu'une société et son système politique — pris dans la routine des dynamiques de partis et des difficultés économiques qui ne manquent pas non plus dans les pays les plus développés — à nouveau se retrouvent confrontés à des crises qui semblaient totalement surmontées et qui, trop souvent, vont jusqu'à être rayées de la mémoire historique.

Les enseignements de l'histoire

C'est là justement l'un des cas où le retour en arrière sur les conditions spécifiques de cette histoire terrible (près de quatre cents morts, et près de dix mille actes terroristes) offre un avertissement tant aux hommes politiques qu'aux spécialistes, aux opinions publiques qui très souvent participent aux événements politiques de leur pays comme si ce dernier n'avait pas de passé, d'histoire justement. Comprendre si une crise terroriste relève du hasard, aussi douloureux qu'inexplicable, ou est, au contraire, le produit ou le symptôme d'une plus ample crise politico-sociale, voilà qui nous permettra de proposer des parallèles, de confronter des situations présentes et passées, de nous mettre en garde contre les risques d'une fuite hors de la politique (qui est aujourd'hui un phénomène terriblement répandu, au moins dans tout le monde occidental).

Certains éléments caractérisent le terrorisme italien, le rendant emblématique (et c'est là une triste primauté) au regard de l'élaboration d'une quelconque phénoménologie. Ils concernent 1) sa durée; 2) sa double nature idéologique (rouge et noire); 3) la nature de la crise institutionnelle; 4) la présence d'un Parti communiste fort (voire le plus fort de l'Europe occidentale); 5) la question judiciaire, avec, en particulier, une référence à la soi-disant législation de "la récompense". Voyons - les un par un.

1) j'ai déjà dit que l'événement du terrorisme italien est anormal, non dans l'absolu, mais du fait de sa cohésion; d'autres mouvements terroristes (tous les mouvements d'indépendance, par exemple) durent davantage, mais ils ne possèdent pas les signes de la continuité d'un projet unitaire de défi à l'Etat; tout au long des années 70, les Brigades rouges réussirent à se poser en "sujet politique", c'est-à-dire comme un véritable interlocuteur des institutions. Vu la disproportion entre les forces de l'Etat et celle d'une organisation terroriste, il est évident que lorsque cette dernière parvient à se légitimer c'est parce que sa force de suggestion atteint de très hauts niveaux. L'apogée de cette histoire fut naturellement offerte par le rapt et l'assassinat du leader démocrate-

chrétien, Aldo Moro, mars-mai 1978: que l'on confronte cet épisode avec celui de l'assassinat du premier ministre suédois, Olof Palme (1986). Dans les deux cas, la cible visée représentait — comme l'on dirait dans le jargon terroriste — le “cœur de l'Etat”; la portée de l'action est donc formellement la même dans les deux cas. mais tandis que dans celui d'Olof Palme le pouvoir de déstabilisation de l'événement fut absolument nul (aujourd'hui l'hypothèse se fait jour qu'on l'ait fait assassiner pour des motifs liés à la lutte contre l'apartheid sud-africain et non pour des motifs politiques internes), dans celui de Moro on atteignit le niveau de plus haut danger qu'un Etat démocratique ait jamais connu. (La crise institutionnelle française qui porta de Gaulle au pouvoir en 1958 et vit la cinquième République succéder à la quatrième risqua elle aussi de compromettre la nature démocratique des institutions, mais la légitimité de l'Etat, en tant que tel, ne fut jamais mise en discussion; seules les solutions divergeaient.)

Un tel danger, en d'autres termes, ne peut exclusivement se dégager que de l'aptitude d'un mouvement terroriste à maintenir une constante “force de feu”, c'est-à-dire une continuité dans les actions menées et dans leur succès. Mais n'est-il pas, en même temps nécessaire que le système politique auquel il s'adresse soit — pour ainsi dire — réceptif, c'est-à-dire objectivement déjà tenaillé par une crise structurelle? La capacité à durer dans le temps n'est pas, en effet, une simple question de survie; c'est plutôt là l'indicateur puissant de deux circonstances.

La première relative à l'enracinement “tellurique” du mouvement, qui nécessite un réseau d'appui, de solidarités, de financement, qui très clairement témoigne de l'existence d'un certain “consensus social” à l'égard des finalités du combat terroriste même de la part de ceux qui n'osent pas y participer (cette figure sociale était alors définie comme le bloc des sympathisants).

La seconde concerne, en revanche, la portée des raisons de l'affrontement: le pays qui n'arrive pas à se libérer d'un type de contestation aussi anomal en peu de temps, doit effectivement se trouver, en tant que tel, dans une crise profonde, dont l'apparition du terrorisme devient un symptôme, au lieu d'en être la cause (ce que tentaient au contraire de soutenir ces représentants de l'Etat, qui, pour s'auto-absoudre, devaient accréditer l'image d'un terrorisme qui “venait de loin” ou même “du froid” comme dirait John Le Carré). Si nous appliquons au cas italien ces deux variables — enracinement du terrorisme, crise politique — nous pouvons observer qu'elles y répondent très exactement. La première variable nous indique l'ampleur de l'aire de consensus autour du terrorisme: bien qu'on n'ait jamais pu disposer d'estimations vraiment fiables, il ne fait aucun doute que la présence du terrorisme en Italie fut, durant des années, très nettement perceptible dans la vie quotidienne: contrôles de police, surveillance d'entreprises, crainte de recouvrir certaines charges, d'une part, peur diffuse dans la société, baisse de la consommation, réduction du caractère spectaculaire des manifestations tant commerciales que culturelles, d'autre part, marquèrent la vie courante de la société italienne (je me rappelle parfaitement qu'un

ami étranger, quelques jours avant le Noël 1977 me fit remarquer combien les vitrines des boutiques du centre historique étaient mornes et dépouillées — ma réponse fut évidemment que l’atmosphère était loin d’être joyeuse, et pour cause...). La seconde met en lumière l’incapacité manifestée par le système politique à élaborer des réponses susceptibles de transcender la simple opposition policière et investigatrice pour proposer, au contraire, des innovations politiques pouvant renforcer les capacités démocratiques et soustraire aux terroristes des terrains d’élaboration théorique et de prosélytisme populaire.

La “longue durée” est, autrement dit, un symptôme de la gravité de la crise et non une cause de son explosion. C’est une donnée objective, et non pas un signe de la subjectivité terroriste.

2) La composante subjective est, elle, au cœur du second élément de notre analyse. Qu’en Italie nous ayons assisté à deux terrorismes et non à un seul est loin d’être anodin, même s’il est nécessaire, tout d’abord, de démystifier une corrélation qui, un temps, était très accréditée: celle selon laquelle les deux terrorismes (rouge et noir) se seraient tirés dessus mutuellement, qu’il s’agissait là d’un phénomène anormal, caractérisé par la lutte entre deux “extrémismes opposés”, s’affrontant directement, face à une société qui aurait assisté au spectacle, éberluée, mais passive. La situation était bien différente tant sur le plan historiographique que sur les plans théorique et idéologique. Du premier point de vue, on ne doit pas oublier, avant tout, que le terrorisme noir vantait une vieille tradition en Italie, et qu’il avait toujours été le premier à porter un véritable coup à l’Etat, à commencer par le massacre de piazza Fontana à Milan (12 décembre 1969), suivi d’une série d’actions (les plus significatives étant l’explosion perpétrée place de la Loggia Brescia, le 28 mai 1974; l’explosion à la gare de Bologne, le 2 août 1980, l’attentat contre le train “Italicus”, le 23 décembre 1984). Mais la caractéristique permettant de différencier de façon décisive les deux terrorismes est ailleurs: le terrorisme noir a toujours agi en choisissant des objectifs de masse, indifférenciés, en faisant des victimes anonymes, tandis que le rouge sélectionnait les siennes parmi celles qui revêtaient la plus haute, voire la plus spécifique valeur symbolique: un dirigeant de la FIAT, un procureur de la République, un leader politique, etc. Cette distinction (qui implique également un jugement moral sur les différents choix terroristes) confirme que les deux mouvements ne s’affrontèrent pas directement, mais qu’ils se sont trouvés chronologiquement mêlés, tout en restant totalement indifférents l’un à l’autre, car ils poursuivaient des fins différentes plus qu’opposées. Mais il est une chose que tous deux ont démontrée: en frappant en même temps, à droite, comme à gauche, (bien que par une manœuvre séparée) ils ont révélé la crise profonde du système politique, qu’ils ont, de part et d’autre, rejeté — et c’est la donnée la plus dramatique de la situation, qui nous conduit à observer (mais je reviendrai sur ce point) que l’apparition de stratégies terroristes purement politiques (c’est-à-dire non séparatistes ou indépendantistes) n’est rien moins que l’indicateur de l’incapacité d’un système politique à affronter les défis ou, pour parler en politologue, d’offrir une “réponse” adaptée aux circonstances.

3) Quand je dis que le système politique italien était en crise avant que ne se concrétisent les défis des deux terrorismes, je me réfère à son incapacité à traduire les attentes provenant de la société, en décisions politiques qui y répondent, de la même manière qu'un sourd ne peut entendre ce qu'on lui demande. Et, comme nous le savons; il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre; tel fut précisément le cas italien, caractérisé par une lutte politique "auto-référentielle", dans laquelle les partis politiques avaient progressivement perdu contact avec les masses (avec leurs électeurs) et accomplissaient leur travail politique en se référant les uns aux autres, comme si la société devait se borner à être la spectatrice de leurs manœuvres (coalitions et alliances, scissions et luttes au sommet), plutôt que la destinataire d'une direction politique visant à améliorer les conditions de vie de tous les citoyens. J'ai eu, en son temps, l'occasion de formaliser cet aspect à travers la proposition d'un système politique "bloqué" où je me référais à certaines caractéristiques de la vie italienne de cette époque. La première naturellement représentée par l'anomalie du Parti de la Démocratie chrétienne, toujours au pouvoir depuis la formation de la République, habile stratège de la fameuse "occupation du pouvoir" (toute charge, toute fonction importante de l'appareil d'Etat était largement contrôlée par la D.C.) et dans la gestion du système des alliances: à partir du centre qu'elle occupait dans le bloc politique elle choisissait ses alliés en se déplaçant tantôt à droite, tantôt à gauche en gardant constamment le contrôle de la situation. Du reste, que l'Italie ait été un pays bourgeois, rigoureusement inséré dans le système d'alliance du Pacte Atlantique, catholique et fondamentalement anti-communiste n'est pas une découverte originale. Mais c'est justement à cet égard qu'émerge l'efficacité d'une deuxième caractéristique du système politique italien: la présence d'un Parti communiste très fort, dont les votes s'avéraient en quelque sorte congelés, du fait de l'impossibilité de l'insérer dans un quelconque projet d'alliances gouvernementales. Mais, si telle avait été la situation pendant près d'un quart de siècle, le progressif "embourgeoisement" du P.C.I lui-même (phénomène commun à tous les partis politiques d'Europe occidentale; et — pourrions-nous ajouter — jusqu'à celui de l'Union Soviétique) rendait paradoxale son exclusion de la gestion de la chose publique. Et, en fait, c'était précisément pour débloquer cette situation qu'une partie de la D.C tout comme une partie du P.C, commença à proposer ce que l'on a appelé le "compromis historique", autrement dit, la rencontre entre les deux plus grands partis politiques italiens, qui allait évidemment se faire au dépens d'autres alliés mineurs de la D.C, qui allaient tout-à-coup se retrouver marginalisés et donc exclus du partage des dépouilles.

Mais cela ne suffit pas: si l'on considère cette dynamique du point de vue extrémiste, de ceux qui mettent en cause la nature même d'un Etat bourgeois, il ne fait aucun doute qu'une alliance du genre de celle que supposait le compromis historique pût représenter un obstacle énorme, insurmontable même, au regard d'une quelconque hypothèse de transformation du système politique et social: le bloc au pouvoir serait suffisamment solide pour ne pas échouer. Tel est le mobile profond de

l'apparition du terrorisme en Italie: un système "bloqué" autour d'un pacte politique anti-populaire, et donc fondamentalement conservateur, ne peut être combattu par le vote ni la lutte parlementaire; il ne peut l'être que si l'on en démasque la nature objectivement réactionnaire. Arrivé à ce point-là, un mouvement de lutte doit affronter un problème d'une extrême complexité. Comment réveiller la conscience de classe d'une classe qui en soi existe en tant que telle, mais qui, désormais, a perdu sa conscience d'être non seulement un acteur social essentiel, voire le plus important de tout un pays, et en même temps, contraindre le gouvernement à d'odieuses formes de répression? C'est de toute évidence un problème classique de toute stratégie révolutionnaire, qui, à notre époque où la lutte des classes, au sens traditionnel du mot, a perdu bon nombre de ses attractions, n'autorise plus le recours à des stratégies de manigances, ou de longue durée, mais permet exclusivement un affrontement direct, en deux phases. Il s'agit en fait, de faire dans un premier temps "ré-émerger" la conscience de la classe ouvrière qui doit parvenir à exprimer son "avant-garde"; ce n'est qu'après l'achèvement de cette première phase que le choc pourra directement se porter contre le principal adversaire, l'Etat (bourgeois), qui entre temps aura été contraint de durcir son image répressive et autoritaire. L'action terroriste a donc une première fonction, celle de détonateur des contradictions internes à la classe ouvrière qui a oublié sa subjectivité révolutionnaire, et une deuxième : celle d'avant -garde révolutionnaire dans la conquête du pouvoir contre un régime forcé de ne plus être libéral, et, donc de devenir, à son tour, violent.

4) Il est évident qu'une conjoncture de ce type était destinée à mettre le parti communiste officiel (lequel en Italie, souvenons-nous en, avait fait un choix clairement réformiste et donc anti-révolutionnaire) dans la plus inconfortable des situations: de traditionnel représentant des instances révolutionnaires, il se transforme en complice objectif des forces conservatrices. Et, ayant renoncé à toute hypothèse de conquête violente du pouvoir en faveur d'une "longue marche à travers les institutions", il voit à son tour, dans le terrorisme, le plus dangereux des obstacles à une éventuelle conquête pacifique du pouvoir, étant donné que celui-ci l'oblige, pour ainsi dire, à se déclarer de manière explicite: en se rangeant du côté des terroristes (les nouveaux révolutionnaires), il s'aliénerait la possibilité d'un succès populaire; en se rangeant contre les terroristes il dévoilerait son visage réformiste et fondamentalement contre-révolutionnaire. Cette situation paradoxale doit être posée à la base des difficultés idéologiques que le P.C.I dut affronter et qui ne sont pas négligeables — au-delà des raisons contingentes qui donnèrent lieu à ce débat — si l'on a pour but la compréhension de la parabole des mouvements communistes dans le monde occidental.

C'est aussi le moment de distinguer nettement les deux différentes traditions de chacun des terrorismes, rouge et noir: ce dernier en réalité, bien que plus violent et dévastateur que le rouge, n'a jamais vraiment menacé les grands équilibres du système politique; il incarnait explicitement la position typique des vaincus de l'histoire, lesquels peuvent, au mieux, assouvir leur esprit de vengeance, mais n'ont aucune

chance de prendre le dessus. Bien différent était — ou apparaissait — le cas du rouge: en se greffant sur une tradition en quelque sorte victorieuse, celle du léninisme, il représentait un danger effectif, en s'adressant à une couche sociale de très grande dimension; le terrorisme rouge pourrait donc "exclure" le P.C.I du jeu politique tout en le remplaçant dans son rôle de protagoniste historique du mouvement révolutionnaire (rôle, qu'en réalité le P.C.I ne voulait plus jouer). Ainsi se posait un problème stratégique extrêmement complexe, en face duquel le P.C.I montra un inquiétant retard analytique: dans une première phase il préféra argumenter du fait que tout terrorisme était objectivement noir, quelle qu'en fût la subjectivité, s'interdisant ainsi la possibilité d'interpréter correctement le tissu de rébellion qui peu à peu se répandait dans certaines couches de la classe ouvrière et chez les jeunes; dans une seconde phase, le P.C.I lança, au contraire, le mot d'ordre des "camarades qui se trompent", admettant ainsi la matrice "rouge" du terrorisme, mais en soutenant que ses choix stratégiques étaient erronés car fondés sur l'hypothèse de l'existence d'une situation pré-révolutionnaire qu'il suffisait d'accompagner pour qu'elle provoquât l'effondrement du système capitaliste bourgeois (contrôlé — disaient-ils — par le SIM, l'Etat impérialiste des multinationales).

Le problème est important moins pour les conséquences politiques qui, en Italie, en découlèrent que pour les difficultés créées par les attermoissements du P.C.I sur le front de la lutte contre le terrorisme: La question n'était pas en effet, et n'est toujours pas, de savoir qui étaient les vrais ou les meilleurs interprètes du marxisme-léninisme, mais quelles étaient les raisons profondes du succès d'une stratégie de lutte, qui, du reste, en ces années ne frappait pas seulement l'Italie, mais aussi l'Allemagne de l'Ouest et, bien qu'à un niveau moindre, d'autres pays européens. Un dessein insensé, irréalisable? Irréalisable, oui, bien sûr, mais loin d'être insensé: si nous regardons le terreau du terrorisme italien, c'est-à-dire le développement des luttes ouvrières dans le pays, "l'automne chaud" et la contestation des jeunes en 1968, nous nous rendons aisément compte de la formation d'un noyau subjectivement tendu vers une transformation radicale de la société, laquelle apparaissait, toutefois, trop résistante, trop solide pour pouvoir être conquise de manière pacifique: il s'agit d'une considération qui plonge dans le désespoir ceux qui ont réellement une instance révolutionnaire à soutenir et qui ne posent donc pas de limites à l'impact destructeur de leurs actions. Le terrorisme, en somme, était (croyait être) le nouveau nom de la révolution.

5) Arrivé à ce point, il devient extrêmement intéressant d'évaluer la réponse institutionnelle à ce défi. Je ne discute pas son action répressive évidente, en soi inévitable et compréhensible (même si l'on pourrait insister, en particulier dans le cas italien, sur le caractère obtus des forces de police et sur les preuves d'inefficacité que donnèrent alors les diverses institutions de l'Etat), mais ce qui fut le coup gagnant, aussi inefficace que contradictoire. Le combat mené contre le terrorisme en effet ne commença à entrevoir des résultats qu'au moment où l'on se décida à

offrir des “récompenses” à tous ceux qui avaient trahi leurs camarades! Comment admettre, dans un authentique Etat de droit, que l’institution d’Etat, propose, en tant que telle, à ceux qui veulent le détruire, de réduire les seuils prescrits de la législation pénale en vigueur (en leur faisant donc de substantielles “remises” de peine) à condition qu’ils “dénoncent” leurs compagnons de lutte, en les incitant à la trahison?

Et pourtant, cette stratégie fut bien la clef de voûte du renversement de l’inertie de la confrontation: tant que celle-ci avait été maintenue au plus haut niveau de tension, les terroristes réussirent à tenir tête à l’Etat (leur stratégie puisait sa force dans la nature de l’action secrète et dans leur nature même de petits groupes non très compartimentés); mais face au blocage de la situation provoqué par la résistance — passive, mais solide — de l’Etat, les terroristes commencèrent à vaciller quand on leur offrit de “se dissocier” moyennant des réductions de peine. Ce n’est pas là le mobile de l’abandon de la lutte, les raisons profondes résidant dans la crise provoquée par la perception de la vanité de leurs propres efforts (en un mot, nous dirons que la classe ouvrière ne se réveilla pas); mais il faut bien admettre que l’offre avancée par l’Etat même si elle était “monstrueuse”, fut une sorte de maillet qui alla frapper les maillons désormais désarticulés du mouvement de lutte.

Un bilan

De tous ceux qui ont traversé la scène internationale entre les années soixante et les années quatre-vingt (n’oublions pas, par exemple, l’ampleur du mouvement terroriste dans les pays d’Amérique latine), c’est le terrorisme italien probablement qui a été le mouvement de plus longue durée, le plus organisé et le plus dangereux. Mais qui donc, dans l’Italie ou dans l’Europe d’aujourd’hui, s’en souvient encore? Ou mieux, quelles séquelles a-t-il laissées? Dans quelle mesure a-t-il modifié la société? Dans quelle mesure peut-il, finalement, nous aider à évaluer d’autres crises terroristes plus actuelles, telle que la crise algérienne, elle aussi caractérisée par un blocage réciproque, dans lequel ni le pouvoir constitué ni le FIS ne parviennent à faire avancer les raisons de la position qu’ils défendent?

Je ne serai pas réducteur dans l’évaluation du bilan du terrorisme: il a écrit une page fondamentale dans l’histoire du déclin de l’institution d’Etat qui, aujourd’hui, pour mille autres raisons montre des signes de vieillissement et peut-être de la nécessité de son dépassement. Dans une Italie (mais des considérations analogues vaudraient pour le monde capitaliste tout entier) où la consolidation d’un régime de partis, asphyxié, se révélait de moins en moins riche de propositions, mais, en revanche, de plus en plus répétitif et envahissant, la critique de cet état de chose ne pouvait être jugée insensée et moins encore inutile — n’ayons pas peur de le dire. Si les inégalités sociales s’étaient atténuées par rapport aux décennies précédentes, les motifs de scandale étaient loin d’avoir disparu; n’oublions pas que, déjà à cette époque, la corruption et

les activités illicites au sein de l'appareil d'Etat n'étaient pas inconnues et que la critique sociale radicale émanant de la culture marxiste-léniniste trouvait plus d'une justification dans la réalité quotidienne. Pourquoi ne pas admettre, alors, que si le terrorisme se trompait en recourant à des moyens de lutte inacceptables et immoraux et en croyant mûres des conditions révolutionnaires qui ne l'étaient pas, ce n'est pas pour autant que la société à laquelle il s'adressait était meilleure ou qu'elle s'est améliorée?

L'apparition du terrorisme en Italie comme ailleurs, en d'autres termes ne doit pas tellement être analysée à travers sa stratégie directe, mais en tant qu'indice d'une crise morale et sociale qui va bien au-delà de ce qu'un pur et simple défi terroriste pourrait démontrer par lui-même. Le terrorisme devient ainsi le sous-produit d'une condition de malaise, et non sa cause. Mais s'est-il agi d'une exception italienne ou d'une condition paradigmatique ou emblématique de l'évolution des sociétés contemporaines?

Ce qu'il y eut d'exceptionnel ce fut le niveau de la confrontation, de même que l'enracinement au sein de certaines catégories sociales (étudiants universitaires, vieux ou ex-communistes); telle fut aussi la résonance des actions qui en prolongea la durée au-delà de toute attente. Mais contre cela il y eut des traits communs à toute confrontation de ce genre: absence absolue d'une culture de gouvernement (c'est-à-dire capable d'imaginer une autre société alternative à celle en voie d'extinction) de la part du mouvement terroriste; surdité d'un système de pouvoir totalement incapable de transformer en innovations les poussées et les propositions qui venaient de la société; apathie croissante de l'opinion publique qui préférerait se dérober en se déclarant "ni avec l'Etat, ni avec les Brigades rouges"; durcissement de la législation pénale, d'un côté, et aussitôt après fléchissement grotesque vers la législation de "récompense". Mais pour s'apercevoir qu'il y a rarement quelque chose de neuf sous le soleil, comment ne pas constater que ce même modèle judiciaire s'est avéré être le seul, à ce jour, en Italie, qui soit parvenu à contrecarrer efficacement la mafia?

Mais une question demeure en suspens: si celle du terrorisme est une histoire achevée, quel intérêt y a-t-il à poursuivre une réflexion sur le sujet? Que "celle-ci" ne puisse effectivement se répéter me paraît indiscutable; mais si l'on accepte la thèse que j'ai exposée, c'est-à-dire que le terrorisme n'est pas la cause mais la conséquence d'une crise socio-politique d'une extrême gravité, voilà qu'il devient alors une possibilité qu'on ne peut totalement exclure. Il est vrai que le monde a changé depuis: la guerre froide est terminée, la terreur nucléaire a disparu, les anciennes hiérarchies entre les Etats n'existent plus, Il n'y a plus de confrontation idéologique entre capitalisme et socialisme, le nombre des Etats démocratiques est en augmentation. Mais deux considérations doivent nous garder de tout triomphalisme. La première, spécifiquement italienne (mais qui pourrait offrir un modèle à d'autres pays), concerne le doute que la société d'aujourd'hui soit meilleure que celle d'hier, éprouvée comme elle l'est par la corruption, la perte

d'idéaux et de valeurs, par le repli sur la sphère privée, par le renoncement au débat idéologique: avoir échappé au Scylla du terrorisme ne nous préserve pas de Charybde qui est actuellement le symbole de dégradation d'une société — et c'est la seconde considération — qui (comme les autres sociétés européennes, au moins) se révèle pratiquement incapable de faire face aux nouveaux défis d'une société — comme on dit — globalisée, ou mieux, traversée de migrations qui sont destinées à en modifier la "pureté" génétique, tenaillée par des poches de chômage qui ne sont pas seulement marquantes du fait des souffrances de ceux qui l'endurent, mais sont l'expression d'une transformation du monde industriel et productif d'une époque que nous n'avons comprise que bien tardivement.

Nous pourrions reformuler notre problème en termes généraux: la violence politique est-elle conciliable avec les systèmes politiques démocratiques? Une réponse, scolaire, se trouve dans les livres de théorie démocratique: la démocratie est par nature, une méthode non-violente visant à résoudre pacifiquement les conflits. Mais une autre réponse se trouve dans l'histoire que nous avons sous les yeux: Jusqu'à quel point avons-nous réussi à intérioriser les valeurs de la démocratie? En d'autres termes, démocratie et violence sont incompatibles; ainsi lorsque la violence apparaît, nous devons admettre que nous n'avons pas été suffisamment démocratiques. Et c'est une leçon valable pour tous les temps, et qu'en tout état de cause nous ne devons pas oublier lorsque nous nous tournons vers l'avenir.

Luigi Bonanate est professeur de relations internationales à la faculté de science politique de Turin.